



éduquer dans la rue...

Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13

L'intervention de Prévention Spécialisée de l'addap13 s'exerce dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance au profit des jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Zoom 2006

A C T I O N E D U C A T I V E

Prévention Spécialisée

La rencontre avec le public

Le réseau de jeunes connus par les éducateurs est en hausse sur le département et s'élève à 10425 jeunes. Ce réseau "jeunes" se développe d'année en année (9773 en 2005). Le développement d'actions collectives en pied d'immeuble et notre implantation stable en sont les principales raisons.

Les Aides Socio-Educatives Ponctuelles

2232 jeunes ont bénéficié d'une Aide Socio Educative Ponctuelle (A. S. E. P.). Ce travail se concrétise à travers des actes éducatifs très divers : résolutions de conflits a priori mineurs, de type familial, de voisinage ou scolaire, aides à la résolution d'une difficulté administrative (CV, Sécurité sociale, etc), conseils à propos d'un problème de santé... Le public bénéficiant de type d'aide est très hétérogène.

Les Projets Educatifs Individualisés

3004 jeunes ont fait l'objet en 2006 d'un Projet Educatif Individualisé (PEI). Il s'agit d'un travail à plus long terme. Plus de 60 % de ces jeunes sont considérés en grande difficulté en raison du cumul de plusieurs problématiques. Plus ces difficultés sont lourdes et nombreuses et plus elles demandent du temps et de l'investissement éducatif. A ce titre l'absence de réponses en termes d'hébergement chez les jeunes filles par exemple ou d'emploi chez les garçons freine considérablement nos possibilités d'insertion pour ces jeunes.

83 points de Travail, 20 communes et une communauté de communes CCRAD*

- Aix en Provence • Allauch • Arles • Aubagne • Châteaurenard • Gardanne • Istres • La Ciotat
- Les Pennes Mirabeau • Marseille • Martigues • Miramas • Plan de Cuques • Port de Bouc
- Port St Louis • Salon • Septèmes • St Martin de Crau • Tarascon • Vitrolles

*CCRAD : Communauté de Communes Rhône Alpilles Durance



LES JEUNES ...

2006 : Près de 90% des jeunes relèvent de l'ASE.

La structure du public change lentement.

C'est la tranche d'âge de 13/17 ans qui est en hausse (36% en 2000 pour 43% en 2006) en raison de nos actions en direction des jeunes scolarisés et du développement des animation en pied d'immeuble depuis 2004.

Le public féminin fréquentant moins l'espace public, il est donc plus difficile à rencontrer. Le travail d'accompagnement éducatif peut parfois prendre plusieurs mois. L'aggravation des problèmes de comportement sur le plan scolaire, judiciaire ou psychologique et le manque de réponses en matière d'insertion social (logement, hébergement et emploi), freinent considérablement nos capacités d'insertion.

La situation des + de 21 ans est très préoccupante sur le plan matériel car ils sont trop âgés pour l'ASE et trop jeunes pour bénéficier du RMI.

86% : ASE

9% : 21 ans et plus

5% : 13 ans et moins



2006 : Une famille sur deux est bénéficiaire du RMI (49% en 2006)

avec une surreprésentation du secteur marseillais. 60% d'entre elles sont des familles nombreuses et (ou) monoparentales. Depuis 2004, elles sont aussi nombreuses à venir vers nous que nous à aller vers elles. Cela s'explique en partie par la disparition progressive du tissu social et associatif sur les lieux d'intervention.

2006 : Origines des suivis

Le réseau Jeunes se constitue à partir des rencontres avec les jeunes faites par l'éducateur lors du travail de rue (En 2006 : 70% par le travail de rue et le réseau jeunes des éducateurs - 30% par le réseau de partenaires). Il est normal que ce réseau soit plus important que le réseau partenaires. Ce dernier regroupe les jeunes que nous adressent nos partenaires (Centres sociaux, Mairies... par ex). Il est un peu plus important sur les extérieurs de Marseille dans la mesure où les réponses comme les interlocuteurs spécifiques aux problèmes des jeunes sont moins nombreux



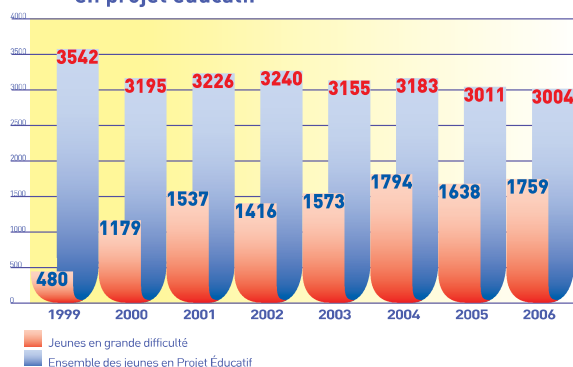
49%

51%

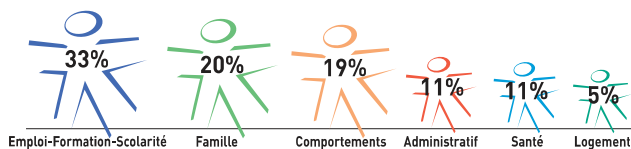
LEURS DIFFICULTÉS

2006 : 57% des jeunes faisant l'objet d'un Projet Educatif Individualisé cumulent plus de trois types de difficultés. (Emploi-Formation-Scolarité, Famille, Comportements, Administratif, Santé, Logement)

2006 : Evolution 1999-2006 des jeunes en projet éducatif



2005 : Répartition des problématiques jeunes



Action éducative et santé

En matière de santé, notre action s'effectue soit à partir d'accompagnement individualisé vers des praticiens ou des services de soins appropriés soit à partir d'actions collectives (ateliers santé, journée prévention HIV...). Aucune activité sportive à l'addap13 ne se fait sans autorisation médicale. C'est l'occasion d'effectuer un point sur cette question. L'orientation vers les services de soins psychologiques reste difficile en raison de la réticence du public à l'égard de ce type d'intervenant (on n'est pas fou!) mais aussi de la faiblesse des moyens mis en œuvre dans ce domaine et de leur proximité sur les lieux de vie des jeunes lorsqu'ils existent.

2006 : Action éducative et santé

| | | | | |
|--|------|------|------|------|
| Jeunes en demande pour problème santé | 295 | 348 | 371 | 458 |
| Jeunes accompagnés vers consultation | 249 | 345 | 324 | 388 |
| Jeunes accompagnés vers service psy. | 148 | 226 | 230 | 251 |
| Jeunes accompagnés démarches administratives | 139 | 194 | 191 | 265 |
| Jeunes n'ayant pas trouvé de solution | 140 | 160 | 165 | 186 |
| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |

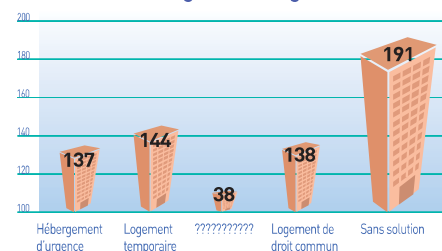
Action éducative et logement

C'est certainement la thématique la plus difficile à aborder dans la mesure où elle ne dépend pas seulement des capacités d'insertion du jeune.

Le marché du logement s'est considérablement contracté et laisse peu de chance à notre public d'y accéder. Notre intervention en matière d'hébergement d'urgence et d'hébergement temporaire (CHRS) est surtout concentrée sur les centres ville de Marseille et d'Aix.

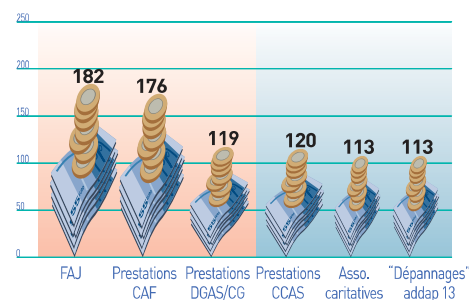
Cela demeure un véritable "casse tête" pour les autres communes. Le recours aux campings fait partie de notre panoplie de solutions tout comme la chambre d'hôtel mais les moyens restent faibles au regard des besoins. Le pôle logement mériterait, dans les années prochaines, d'être largement développé. C'est une passerelle très importante vers l'accès au droit commun et l'évaluation des besoins.

2006 : Action éducative et accès à un hébergement /logement



Action éducative et aides financières

La majorité des aides financières obtenues par les éducateurs pour les jeunes s'inscrivent dans le cadre d'un projet d'insertion (formation, logement...) soumis à l'avis d'un tiers (service ASE, missions Locales, CAF...). Les autres aides concernent des aides de dépannage comme par exemple des aides alimentaires ou vestimentaires. Dans tous les cas le travail des éducateurs consiste en priorité à orienter et éventuellement à accompagner le public vers le service compétent. Le recours à une aide de dépannage "addap13" doit rester exceptionnel ou d'urgence.



L'addap13 est une association de Prévention Spécialisée conventionnée par le Conseil Général des Bouches du Rhône

Association **D**épartementale pour le **D**éveloppement des **A**ctions de **P**révention **13**

2, Bd. Gustave Ganay - 13009 Marseille

Tél.: 04 91 71 80 00 - Courriel : addap13@addap13.org

L'ACTION ÉDUCATIVE

La Scolarité

En 2006, **42%** des jeunes faisant l'objet d'un **Projet Educatif Individualisé** sont scolarisés (1265 jeunes).

Le travail sur les difficultés en milieu scolaire n'a cessé de s'amplifier depuis 2001.

En 6 ans les actions de médiations ont pratiquement doublé (332 en 2001 - 755 en 2006).

Parmi les actions permettant le maintien en milieu scolaire, nous participons aux observatoires des ruptures, aux ERE, à des dispositifs d'accueil d'élèves exclus...

L'implication des parents est essentielle. Elle est systématiquement recherchée.

Scolarité et Médiation

60% des jeunes scolarisés faisant l'objet d'un PEI ont eu recours à une médiation.

Action éducative et scolarité

202 jeunes exclus ont été réintégrés - 298 ne l'ont pas été.

Le travail de médiation a permis la réintégration de 41% des jeunes concernés.

L'emploi et la formation :

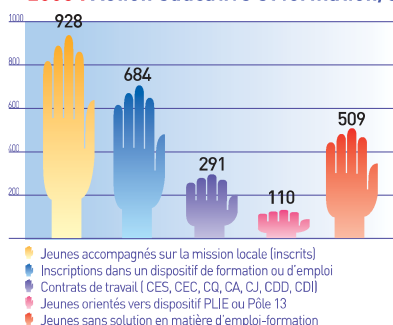
L'accès à l'emploi n'a pas cessé depuis 2000 de se dégrader passant de **600 contrats de travail en 2000 à 291 en 2006. Même si nous observons une amélioration des inscriptions en Mission locale, celles-ci varient fortement en fonction des relations que nous entretenons avec les antennes.**

Elles sont en général plus faciles sur les extérieurs de Marseille que sur Marseille. La dégradation des situations de jeunes filles est sensible sur cette question.

Les chantiers éducatifs rémunérés sont des outils de remobilisation particulièrement intéressants.

Ils permettent de mettre en situation de travail réel des jeunes éloignés de l'emploi en raison de leur comportement et de l'absence de qualification. Ces chantiers ont connu une forte hausse depuis 2004 en raison du besoin de réponses, en matière d'outil d'insertion et de moyens financiers importants donnés par le Conseil Régional.

2006 : Action éducative et formation/emploi



2006 : Action éducative et micro-chantier



Le faible nombre d'échec témoigne de l'opportunité que représentent ces actions. (12 abandon pour 245 jeunes soit 5%)

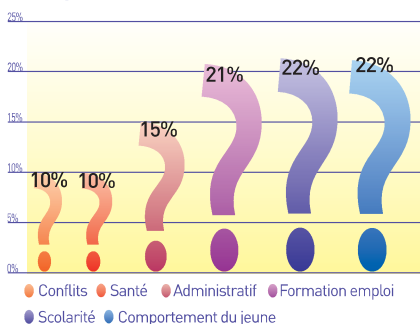
Les problématiques familiales...

Elles n'ont cessé d'être en hausse depuis 2001. Cela est lié au rajeunissement du public et à la nécessité de travail sur le contexte familial. Plus les problématiques s'aggravent plus les filles sont en surreprésentation par rapport aux garçons, en particulier sur la question de violence intra-familiale.

En 2006, 45% des problématiques familiales concernent les filles.

Nous pouvons remarquer qu'en 6 ans, les problématiques familiales ont progressé plus lentement chez les garçons en valeur absolue (+17%) que chez les filles (+37%). Cela s'explique par notre volonté d'aller au devant du public féminin.

2006 : Problématiques abordées par la famille avec l'éducateur



2006 : Action éducative et accompagnement vers des services de soins psychologiques

